

Le 31 mars 2025.

Aux dirigeant·e·s des partis politiques fédéraux du Canada,
Aux candidat·e·s député·e·s,

Tout au long de notre histoire nationale, les membres des communautés religieuses féminines et masculines du Canada se sont engagées pour la justice sociale et la lutte contre la pauvreté en dénonçant les causes systémiques qui les engendrent et les maintiennent.

À l'occasion de la présente campagne électorale fédérale, marquée par une situation politique continentale inédite et inquiétante, la Conférence religieuse canadienne aimerait vous soumettre trois sujets de préoccupation : la protection de l'environnement, le respect des travailleuses, des travailleurs et de leurs droits, ainsi que les inégalités économiques envers les plus pauvres.

Crise climatique^A

D'abord, nous vous écrivons avec un profond sentiment d'urgence face à l'escalade de la crise climatique. L'année 2024 a marqué un tournant critique et dévastateur, les températures moyennes mondiales dépassant constamment 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels pour la première fois dans l'histoire.[1] En outre, la période 2022-2024 a été marquée par l'augmentation la plus importante des niveaux de CO₂ sur deux ans depuis 50 ans.[2] Ces développements alarmants soulignent la nécessité immédiate d'une action climatique transformatrice au Canada et dans le monde entier.

En tant que citoyen·ne·s, nous nous engageons dans la transition énergétique en nous efforçant de faire notre part pour réduire de manière significative nos émissions de gaz à effet de serre personnelles et domestiques. Nous comptons sur nos dirigeants pour qu'ils mettent en œuvre des politiques climatiques audacieuses, qui orientent le Canada vers une voie qui reflète la véritable gravité de la situation et qui garantisse une planète habitable pour tous les êtres et les créatures. Par exemple :

- Éliminer toutes les subventions aux combustibles fossiles, qui s'élevaient à au moins 28,5 milliards de dollars en 2024.

- Tripler la contribution du Canada au financement de la lutte contre le changement climatique pour la porter à 15,9 milliards de dollars par an.

Fin du recours aux permis de travail fermés^B

En novembre dernier, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration (CIMM) a conclu dans son rapport que les permis de travail fermés exposent les travailleurs étrangers temporaires « à l'exploitation et aux abus » et qu'Ottawa doit cesser d'y recourir.

Le Comité recommande aussi d'élaborer « un plan exhaustif pour ouvrir de nouveaux chemins vers la résidence permanente ».

Puisqu'il s'agit de la quatrième fois qu'un rapport présenté aux parlementaires fédéraux recommande l'abandon de ce type de permis, il est temps que les élu·e·s passent maintenant à l'action et le remplacent par un permis de travail ouvert qui devrait être attribué non pas par des agences de placement mais par une agence gouvernementale.

Transformer la dette en espoir^C

Plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent au remboursement de la dette qu'à la santé ou à l'éducation, faisant ainsi obstacle au développement durable. Dans de nombreux pays, les remboursements de la dette dépassent de loin les dépenses consacrées à l'action climatique et à la lutte contre les effets de la crise climatique. Et dans les pays très endettés, la dette publique est devenue si importante qu'il est impossible de la rembourser, ce qui pèse sur les générations futures et pousse beaucoup de jeunes familles à chercher une vie meilleure en émigrant par exemple au Canada.

Cela peut changer. Nous souhaitons que les décideurs priorisent les personnes et la planète au lieu du profit et demandons justice pour les communautés accablées par des dettes injustes et impayables :

- Mettre fin à la crise de la dette maintenant en annulant et en remédiant aux dettes injustes et insoutenables, sans conditions liées aux politiques économiques.

- Empêcher que les crises de la dette ne se reproduisent en s'attaquant à leurs causes profondes, en réformant le système financier mondial pour donner la priorité aux personnes et à la planète.
- Établir un cadre permanent, transparent, contraignant et intégral de la dette au sein des Nations Unies.

Car nous sommes liés les uns aux autres : lorsque le Sud prospère, cela se répercute positivement sur nos sociétés.

Dans un monde et une situation politique de plus en plus divisés, nos membres restent activement engagés en faveur de la paix et de la construction d'un monde meilleur pour les plus vulnérables d'entre nous. Nous espérons un gouvernement qui continuera à construire des ponts et à œuvrer pour l'unité, dans son pays et à l'étranger.

Merci de votre attention.

La Conférence religieuse canadienne

Fondée en 1954, la Conférence religieuse canadienne rassemble les dirigeants de 200 congrégations religieuses catholiques féminines et masculines du Canada. Elle est à la fois une voix et un service pour les dirigeants des instituts religieux et des sociétés de vie apostolique.

Nous tenons à mentionner l'apport essentiel de ces partenaires :

^A *En solidarité avec la campagne « Célébrons la Terre ! » de [Citizens for Public Justice](#)*

^B *En solidarité avec [Le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale](#)*

^C *En solidarité avec la campagne « Transformer la dette en espoir », mise sur pied par Caritas internationalis ([Développement et Paix](#)), sous la coordination au Canada de [Kairos](#)*

[1] Organisation météorologique mondiale. "L'OMM confirme que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une augmentation d'environ 1,55 °C par rapport à l'ère préindustrielle." OMM, 10 janvier 2025. <https://wmo.int/news/media-centre/wmo-confirms-2024-warmest-year-record-about-155degc-above-pre-industrial-level>.

[2] National Oceanic and Atmospheric Administration. "During a Year of Extremes, Carbon Dioxide Levels Surge Faster Than Ever" (Au cours d'une année d'extrêmes, les niveaux de dioxyde de carbone augmentent plus rapidement que jamais). NOAA, 6 juin 2024. <https://www.noaa.gov/news-release/during-year-of-extremes-carbon-dioxide-levels-surge-faster-than-ever>.

INFORMATIONS :

Yves Deschênes, adjoint aux communications

514-259-0856

communications@crc-canada.org

crc-canada.org